

DÉCRET

N° 585.

DE LA

CONVENTION NATIONALE,

Du 14 Mars 1793, l'an second de la République Française,

RELATIF à l'organisation du Tribunal criminel du Département de Paris.

Case
ouvert
FRC
10476
no. 9

LA CONVENTION NATIONALE, où le rapport de son comité de législation, rapporte le décret du 6 mars dernier, concernant le tribunal criminel du département de Paris, & décrète ce qui suit :

TITRE PREMIER.

Du Tribunal criminel du département de Paris.

ARTICLE PREMIER.

Le tribunal criminel du département de Paris sera composé d'un président & de deux vice-présidents, d'un accusateur public & de deux substituts, de six juges, d'un greffier & de six commis-greffiers assermentés, d'un commis-greffier du parquet, de cinq huissiers, d'un concierge & de deux garçons.

II.

Il se formera lui-même en deux sections, dont l'une au moins sera en activité.

III.

Il sera dressé le premier jour de chaque mois deux listes de chaque juré, tant ordinaire que spécial, dont l'une servira du 1^{er} au 15 de chaque mois, & l'autre du 15 de chaque mois jusqu'à la fin; de sorte que les mêmes jurés ne soient jamais employés pendant plus d'une quinzaine de chaque mois.

IV.

Afin de compléter cette nouvelle organisation, les électeurs du département de Paris procéderont sans délai à la nomination d'un vice-président dudit tribunal & d'un substitut de l'accusateur public.

Les trois nouveaux juges seront pris, comme les trois premiers, dans les six tribunaux d'arrondissement, & feront le service concurremment avec eux.

L'accusateur public nommera, pour le service du parquet un commis aux mêmes appointements que les autres commis-greffiers dudit tribunal.

TITRE II.

Du Tribunal des Directeurs de juré du département de Paris.

ARTICLE PREMIER.

Les directeurs de juré des six arrondissements de Paris, seront en activité pendant six mois consécutifs, & se réuniront à un point central qui sera indiqué par l'administration du département de Paris.

II.

Ils feront à tour les actes & diligences nécessaires pour prononcer s'il y a lieu à accusation.

III.

Quatre des six directeurs formeront au besoin un tribunal qui, sur le rapport du directeur chargé de l'instruction, prononcera & remplira à cet égard les fonctions attribuées dans les autres départements aux tribunaux de district.

IV.

Un greffier, un commis-greffier & deux huissiers seront attachés à ce tribunal, & chargés de l'exécution des mandats.

Collationné à l'original, par nous président & secrétaires de la Convention nationale. A Paris, ce 18 mars 1793, l'an second de la république Française. Signé J. P. RABAUT, ex-président; MALLARÉ, L. J. CHARLIER & L. B. GUYTON, secrétaires.

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE, le Conseil exécutif provisoire mande & ordonne à tous les Corps administratifs & Tribunaux, que la présente loi ils fassent configner dans leurs registres, lire, publier & afficher, & exécuter dans leurs départements & ressorts respectifs; en foi de quoi nous y avons apposé notre signature & le sceau de la république. A Paris, le dix-huitième jour du mois de mars mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la république Française. Signé MONGE. Contre-signé GARAT. Et scellée du sceau de la république.